Le 12-09-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Nous diffusons cet article paru sur le site *Ruptures* à propos du référendum en Islande. Nous vous recommandons de vous abonner à *Ruptures* dont les analyses sur l'Union européenne sont toujours pertinantes.

C’est la consternation à Bruxelles. Interrogés par référendum, le 29 août, sur la perspective d’adhésion de l’Islande à l’Union européenne, 52,8% des citoyens de cet État insulaire de 400 000 habitants ont nettement refusé cette dernière – le Oui ayant été choisi par 47,2% d’entre eux.

La participation a été particulièrement élevée : 82,5% des électeurs se sont déplacés pour cette question décisive concernant la souveraineté du pays. Dans ces conditions, ce résultat constitue un sévère camouflet tant pour la coalition dite de « centre-gauche » au pouvoir qui avait lancé cette consultation que pour les instances de l’UE.

Un camouflet, mais surtout une défaite à la fois symbolique et politique pour les partisans de l’intégration européenne. Symbolique, car, dans les couloirs de la Commission, on comptait bien sur cet événement pour redorer le blason de l’UE, déjà mis à mal entre autres par le départ du Royaume-Uni, puis par les querelles et la paralysie (sauf pour le soutien militaire et financier à l’Ukraine) qui marquent l’action des institutions communautaires depuis lors. L’espoir de pouvoir présenter le bloc des Vingt-sept comme suscitant l’envie de la part des peuples s’est effondré avec ce vote.

Politique car la victoire du Non, déjà arithmétiquement frappante, est en réalité plus forte encore qu’il n’y paraît. En effet, la question posée ne portait pas sur l’adhésion immédiate, mais sur la relance, ou non, des négociations en ce sens avec Bruxelles. Au point que certains groupes avaient fait campagne sur le thème : « Oui pour voir ». Autrement dit, examinons ce que l’UE peut proposer, sans engagement sur la suite.

Il est donc certain qu’un certain nombre d’électeurs ayant répondu positivement à cette question ne sont pas pour autant – et ne seraient probablement jamais devenus – des partisans de l’adhésion. Les sondages confirment du reste une opposition majoritaire à cette dernière, alors même qu’ils prédisaient cette fois une victoire serrée pour le Oui.

Le gouvernement a fait le pari d’avancer l’échéance au mois d’août 2026, avec la bénédiction discrète de la présidente de la Commission

Mais qu’est-ce donc qui a bien pu inciter le gouvernement – soutenu par une coalition comprenant les sociaux-démocrates, le Parti de la Réforme (centriste, très pro-UE), et le Parti du peuple (classé à gauche) – à se lancer dans cette aventure ? Pour le comprendre, il faut remonter à 2009. Cette année-là, le pays subit un véritable tsunami financier, économique et social, déclenché par la crise américaine dite des « subprimes » qui a ensuite balayé le Vieux continent. Les trois grandes banques islandaises font faillite ; des manifestations virulentes protestent contre un gouvernement en passe de s’effondrer.

L’idée des pro-UE est alors de profiter des circonstances pour présenter l’adhésion comme la seule chance de sauvetage. Des « négociations » avec Bruxelles s’engagent donc en 2010, et semblent d’autant plus facilement pouvoir aboutir que le pays fait partie (comme par exemple la Norvège) de l’Espace économique européen (EEE) et respecte déjà à ce titre de nombreuses réglementations communautaires – rien à voir avec les pays des Balkans, où tout doit être mis aux normes, selon Bruxelles.

Sauf que l’économie islandaise s’avère finalement plus résiliente que prévu, tandis que les Vingt-huit (à l’époque), à l’inverse, peinent à se sortir du marasme où ils pataugent. Sous l’influence du Parti de l’indépendance, opposé à l’entrée dans l’UE, qui arrive en tête des élections de 2013, les pourparlers avec la Commission européenne sont finalement suspendus sine die en 2015.

Cependant, en novembre 2024, la coalition actuelle arrive au pouvoir. Dans le contrat de législature figure l'organisation d'un référendum d'ici fin 2027. Mais, indirectement, le président américain a accéléré ce calendrier. Donald Trump, à peine de retour à la Maison-Blanche, martèle sa volonté d'annexer le Groenland, ce qui n'est déjà pas rassurant pour le petit Etat voisin. Pire : dans son discours de Davos, fin janvier 2026, il confond à quatre reprises les deux pays nordiques…

Dans ces conditions, le Parti de la Réforme tout comme les sociaux-démocrates estiment qu'il y a là un thème de campagne à exploiter : face à l'ogre américain, mieux vaudrait faire partie d'un ensemble fort et organisé. Convaincus que l'occasion est très favorable, ils font donc le pari d'avancer l'échéance au mois d'août 2026, avec la bénédiction discrète de la présidente de la Commission, qui comptait bien vanter, lors de son discours annuel prévu pour le 16 septembre, la capacité de l'UE à séduire de nouveaux pays.

Les opposants à l'UE ont fait campagne en insistant sur la nécessité de sauvegarder l'indépendance du pays

Rien ne s'est donc passé comme prévu. Les opposants à l'UE ont fait campagne en insistant sur la nécessité de sauvegarder l'indépendance du pays, et ont, ce faisant, manifestement touché un point sensible. La majorité des forces patronales de même que les grands syndicats se sont rangés dans ce camp. Ce voisinage paraît paradoxal, mais il s'explique notamment par le poids du secteur de la pêche dans l'économie du pays. Ce dernier représente 7% de son Produit intérieur brut (PIB) et même 40% de ses exportations.

8 000 emplois directs en dépendent, et bien plus si l'on inclut les activités induites et connexes. La perspective de perdre le contrôle des vastes zones de pêche autour de l'île (zones qui deviendraient accessibles aux flottes des Vingt-sept, et qui passeraient sous gestion bruxelloise) est apparue dans ces conditions comme catastrophique.

Une autre conséquence serait la fin de la limitation imposée aux firmes étrangères pour entrer dans le capital des entreprises islandaises – cette participation ne peut aujourd'hui dépasser 25%. Les conditions seraient alors créées pour du « dumping social » qui démantèlerait l'équilibre actuel de la filière piscicole alors que celle-ci assure aujourd'hui des salaires relativement élevés.

Cependant, contrairement aux explications des déçus du résultat, la pêche n'explique pas tout. Le secteur agricole partage le même état d'esprit. Plus globalement, c'est tout le pays qui aurait à y perdre : son niveau de richesse relative en ferait, dès son adhésion, un contributeur net au budget communautaire. Selon certains calculs, Reykjavik devrait verser à Bruxelles 9% du budget de l'Etat – une cotisation chère payée pour se voir en outre imposer des contraintes et des limitations.

Face à cela, les pro-UE ont pointé la hausse récente (à 8%) du taux directeur de la Banque centrale islandaise, avec les conséquences sur le renchérissement du crédit aux particuliers et aux entreprises. Mais l'argument de « l'euro qui protège » n'a pas convaincu. Pas plus que la reprise d'un grand classique, selon lequel « il vaut mieux être à la table communautaire pour participer aux décisions ».

Enfin, les électeurs de la capitale ont, eux, plutôt choisi le Oui, ont tenté de se consoler les perdants. En réalité, les deux camps ne sont séparés que de 6 000 voix à Reykjavik-Nord, et de 4 000 voix à Reykjavik sud – pas de quoi parler d'un raz-de-marée chez les urbains.

Le 29 août a vu l'effondrement du rêve de Bruxelles : s'adjoindre un pays redevenu riche et

stratégiquement situé en zone arctique

Bref, le 29 août a vu l'effondrement du rêve nourri à Bruxelles : s'adjoindre un pays redevenu riche (mais donc peu désireux de se faire plumer…), et stratégiquement situé en zone arctique, entre les continents européen et américain.

De son côté, la cheffe (sociale-démocrate) du gouvernement a promis de ne pas remettre la question de l'UE sur le tapis d'ici les prochaines élections en 2028. C'est le moins qu'elle pouvait faire.

Mais, d'un point de vue européen, l'épisode met à mal la petite musique que Bruxelles – et les médias qui lui sont favorables – tente de faire entendre depuis quelques années : les Britanniques regretteraient massivement le Brexit, selon les sondages, preuve que, dès lors qu'on y appartient pas ou plus, l'UE est immanquablement attractive.

Le démenti islandais est sans appel.

EN COMPLÉMENT, LIRE L'ARTICLE DE GEORGES GASTAUD PARU SUR LE SITE *INITIATIVES COMMUNISTES* : L'Union européenne c'est NON! en Islande et ailleurs !

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire